

Témoignage : gilet jaune, j'ai été enfermé pendant 48 h dans les geôles pisseuses de l'Etat macronien

écrit par DiogeN | 9 juillet 2019

**LA P^{OLICE} NOUS
PR^{OTÈGE} MAIS**



**QUI N^{OUS}
PR^{OTÈGE}
DE LA P^{OLICE} ??**



Il est temps de témoigner.

2 mois ont passé et je peux enfin décrire ce qui s'est passé. Ce n'est pas le manque de temps qui m'a empêché de parler mais le traumatisme : il m'a fallu digérer 48 heures de garde à vue dans des conditions inimaginables dans un Etat occidental qu'on dit démocratique.

Le 1^{er} Mai je vais en voiture à Paris, une pancarte en carton dans le coffre, afin de me rendre à la manifestation Gilet jaunes qui partira de Montparnasse.

Sur cette pancarte il y a les visages mutilés de quelques victimes du LBD40.

Rappelons-le, 24 personnes ont perdu un œil parce que des psychopathes en uniforme ont tiré dans la tête.

Perdre un œil dans ces conditions ce n'est pas « seulement » perdre un œil ; c'est aussi avoir une partie de la zone crânienne défoncée, c'est de multiples rendez-vous en hôpital, ce sont des traumatisme à vie, parfois la perte de son travail.

.

Il y a aussi ceux qui ont eu la mâchoire éclatée par le projectile du LBD40, les pieds amputés à cause des grenades tombées à proximité, les mains arrachées à cause de fausses lacrymogènes qui sont en réalité des grenades.

Comment ne pas s'en indigner ? Comment ne pas s'en indigner ?
Comment ne pas s'en indigner !!

Comment continuer son train-train quotidien quand on sait de telles monstruosité ?

.

Comment le ministre de l'intérieur, Castaner, peut-il oser nier publiquement ces violences absolument disproportionnées alors que des vidéos circulent depuis des mois montrant ces crimes au grand jour?

Posons la question comme dirait JJ Bourdin :

Est-ce que Macron, Castaner et Nunez ne sont pas susceptibles, un jour, de rendre compte de ces exactions devant une justice indépendante ?

.

Sur ma pancarte en carton, à côté des photos d'éborgnés il y a

un slogan de chaque côté.

« la police vous protège, ça crève les yeux » ou encore « la police nous protège...mais qui nous protège de la police ».

Les forces de l'ordre doivent être exemplaire et je dénonce non seulement le comportement de certains psychopathes, indignes de porter l'uniforme, mais également l'omerta qui règne dans ce milieu.

Beaucoup parmi les policiers savent qui a tiré, qui a couvert l'exaction et sont donc complices.

Comment cette police qui ne cesse de nous faire la morale au quotidien dès qu'elle en a l'occasion, comment cette police qui brandit les règlements et les lois pour nous rappeler que nous « faisons société », comment cette police peut-elle accepter en son sein que des brebis galeuses puissent ainsi salir l'institution ?

.
Je vais donc à Paris avec l'intention de brandir pacifiquement ma pancarte lors de la manifestation des gilets jaunes qui partira de Montparnasse.

Mais avant, je décide d'aller à la manifestation des libertaires et de la CNT dont le départ est place des fêtes dans le 19^{ème} arrondissement.

J'y trouve une place de stationnement gratuite puisque nous sommes le 1^{er} Mai.

J'ai décidé d'aller me renseigner sur le mouvement des anarchistes et des libertaires. S'informer sur le terrain est pour moi une nécessité. En effet, j'ai découvert que cette mouvance est très loin des clichés « officiels » et quelques

**LA POLICE NOUS
PROTÈGE MAIS**



**QUI NOUS
PROTÈGE
DE LA POLICE ??**



textes sur Proudhon m'ont bien éclairé sur le sujet.

Partisan d'une « décroissance heureuse » et d'un monde plus juste et bienveillant, je n'apprendrai hélas rien de spécial, et il me faudra retourner à mes recherches littéraires pour essayer de comprendre comment nous pouvons tenter de penser un monde différent de ce qui nous est ~~proposé~~ imposé aujourd'hui. L'ambiance y est plutôt sereine et la manifestation se termine tranquillement au bout d'une heure de marche.

.

Reste à me rendre donc à Montparnasse.

Prendre le métro avec ma pancarte n'est guère pratique et j'entreprends de m'y rendre à pied.

Evidemment, une cinquantaine de personnes a la même idée et nous marchons d'un pas tranquille.

.

Quelques personnes marchent parfois au milieu de la chaussée en scandant quelques slogans hostiles au système mais nous sommes le 1^{er} mai et les rues sont désertes ; les Parisiens sont partis à la campagne profiter du beau temps.

Quand d'un seul coup surgissent des hommes en noir casqués au bout de la rue.

Ils se dirigent vers nous en courant, la matraque à la main.

Leur intervention est aussi stupide qu'incompréhensible.

Des cris alertent : « Des CRS ! ». « Vite, par là ! ».

Apeurés, nous nous enfuyons par des petites rues.

Le groupe se disperse et s'éparpille en courant au gré des ruelles..

.

Avec ma pancarte je ne peux pas courir vite et je suis un peu embarrassé.

Soudain je ressens de violentes douleurs sur les épaules, les jambes, le torse : cCe sont des coups de matraque.

Je cours plus vite. Soudain un choc frontal violent fait voler

ma pancarte en morceaux.

C'est un « baqueux » c'est-à-dire un personnel de la brigade anti-criminalité. Son bras se pose sur ma gorge pour me bloquer. Il n'en a pas le droit, mais les « baqueux » ne sont pas formés au maintien de l'ordre comme les CRS. Instinctivement je mets également mon bras droit sur lui pour le bloquer et, dans un réflexe improbable ma main gauche enserme sa matraque qui s'apprêtait à me frapper à la tête.

2 ou 3 secondes se passent.

Rappelons à toute fin utile que je me rendais simplement d'un point A à un point B comme en a le droit tout citoyen et que j'avais une pancarte en carton.

Puis j'entends « Celui-là, on l'embarque ! ».

Les « baqueux » font donc, sans aucun discernement, ce qu'il savent très bien faire avec des voyous : Ils se mettent à plusieurs pour me coucher à plat ventre.

L'un deux appuie sur ma tête avec son genou de façon à ce que ma joue s'écrase bien sur le trottoir.

Un autre me passe des « serreflex » dans le dos. Ce sont des sortes de liens en plastiques qui remplacent les menottes.

Ils me relèvent. Celui qui m'avait pris à la gorge m'emmène en me faisant une clef de bras qui m'oblige à marcher courbé. Je lui crie « *la clef de bras c'est nécessaire !* » et il me répond « *tu veux savoir ce que c'est qu'une clef de bras ? Tiens regarde !* » et il serre encore plus fort.

Sur le côté des badauds regardent la scène. Une personne d'un certain âge, avec une casquette me lance « *Vive les gilets jaunes* » : je m'en souviendrai toute ma vie.

.

Je suis embarqué dans une voiture de police qui part toutes sirènes hurlantes.

Je vous passe les « échanges verbaux » que j'ai eu avec ces messieurs, mais à un moment il y en a un qui me dit « la ferme ! » et je répète alors « la ferme ! », « ta gueule ! » et je répète « ta gueule ! » : l'adrénaline me donne une sorte

de conscience aigüe de la situation. Un silence de plomb s'instaure.

On me débarque dans un commissariat mais j'ignore absolument lequel.

Les « baqueux » repartent rapidement, comme des chasseurs frustrés d'un si maigre butin, et me laissent aux mauvais soins des policiers de garde. Une blondinette en uniforme dit tout haut « *Font chier ces gilets jaunes* ».

Je passe une heure, menotté sur un banc.

J'observe les 4 policiers. Ils parlent loto sportif et stage pour entrer à la BAC pour les hommes, problème de couple pour les 2 minettes. Manifestement ils s'ennuient ferme.

A un moment une commissaire vient leur parler pour un problème administratif, elle n'aura pas un regard pour le type qui est menotté 2 mètres plus loin.

Ensuite, mis à nu, fouillé complètement, portefeuille vidé devant soi puis mis en cellule j'apprends que je suis mis en garde à vue pour « *violence avec armes par destination sur personne dépositaire de l'autorité publique* » !

Stupéfait de cette accusation je demande à voir un docteur pour constater les traces de coups de matraques ainsi qu'un avocat : je sais que c'est mon droit.

Je sais aussi que les policiers ont pour consignes de porter plainte –et certains en profitent pour arrondir leurs fins de mois- si c'est le cas je veux pouvoir en faire autant.



Je suis placé dans une cellule d'environ 2 mètres sur trois. Il y a une sorte de paillasse en plastique mou sur un plot en béton et une autre sur le sol avec 2 vieilles couvertures (pour voir à quoi ça ressemble : <http://www.la-gav.fr/le-cachot/>

).
Ça pue très fortement l'urine. Un vague éclairage apporté par

un néon situé dans le couloir permet de voir que des inscriptions faites avec de la merde couvrent les murs.
Plus tard je verrai un médecin : quand je lui montrerai les traces de coup il me dira qu'il n'est pas venu pour ça. J'apprendrai plus tard que son rôle est de s'assurer que notre état de santé est compatible avec une détention.

.

Le temps passe, j'essaie de ne pas dormir pour éviter de passer une nuit blanche.
En réalité je ne fermerai pas l'œil. J'ai une double fracture du majeur de la main gauche mais je ne le sentirai que 2 jours plus tard tellement je suis sous stress.
Quelquefois il y a des personnes qui sont emprisonnées avec moi. Ils repartent après quelques heures.
Bizarrement les gens ne parlent pas. Ils sont écrasés par la situation.
Ils dorment.

.

On vient me chercher pour une audition précédée d'un entretien avec un avocat commis d'office.
Celui-ci me dit qu'il ne sert pas à grand-chose mais qu'au moins ça me sort de ma cellule.
Petit réconfort.
Lors de l'audition je raconte ce qui s'est passé et je ne varierai jamais dans mes déclarations.
L'enquêteur essaie de me piéger : « *est-ce que vous pensez que tous les policiers sont violents ?* »
On scrute mon téléphone de fond en comble.
« *on a été augmentés grâce à vous, ça doit bien vous faire chier !* » me dit l'enquêteur.
Je comprends que le médecin que j'ai vu n'était pas le bon et je demande à voir un médecin pour constater les coups.
On me remet en cellule.

.

Au bout de 24 heures j'apprends que ma garde à vue est

prolongée !

« Ah ben il fallait pas demander à voir un médecin ! Ça prend du temps ! ».

Le problème c'est que j'ai beaucoup pris sur moi pour tenir 24h mais je ne peux pas me faire à l'idée de rester 24 heures de plus dans ce cachot pisseux.

J'hyper ventile. Je suis proche de m'évanouir. Impossible d'appeler à l'aide ; la cellule, à la porte blindée est au fond d'un couloir d'une dizaine de mètres au bout duquel se trouve une porte fermée.

J'essaie de faire des calculs mentaux. J'essaie de méditer mais je n'y arrive pas.

Plus tard je me renseignerai sur les quartiers d'isolement. Beaucoup de personnes s'y sont suicidées après des années de détention.

Comme la garde à vue est prolongée je peux à nouveau demander un avocat.

A un moment je suis à nouveau menotté sur le banc, à l'accueil, pour une formalité administrative.

J'y croise un gilet jaune le visage en sang à cause d'un coup de genou d'un « baqueu » ou d'un CRS.

Il me donne le nom d'un avocat sympathisant.

Il y a un collectif qui s'est organisé pour résister à la répression : <https://rajcollective.noblogs.org/>

.

Effectivement l'avocat militant n'a rien à voir avec le commis d'office.

Il me renseigne sur mes droits, il me remonte le moral, il demande à l'officier de police judiciaire de me mettre à l'accueil plutôt qu'en cellule.

Malheureusement, même menotté sur un banc je dérangeai les policiers dans leurs commentaires sur les match de foot et sitôt l'OPJ remonté ils m'ont remis au cachot.

Un autre médecin m'a revu, cette fois pour constater les traces de coups. Mais je ne veux plus porter plainte car je veux sortir le plus rapidement possible.

Arrêté le mercredi je passerai en comparution immédiate au tribunal le vendredi matin.

Il y aurait de quoi écrire un livre juste sur ces 3 jours : Les fouilles avant d'entrer et en sortant des cellules, les rencontres avec les autres détenus de droit commun, les formalités, les humiliations de certains surveillants...

Mon avocat obtiendra l'ajournement à une date ultérieure.

Sorti sous une pluie battante pour ne plus trouver ma voiture, emmenée par la fourrière qui l'aura bien abimée au passage.

Un mois plus tard, je me retrouve au tribunal. J'y arrive 2 heures avant l'audition pour demander au greffe une copie de mon dossier.

On me dit que ce n'est pas possible car il faut s'y prendre beaucoup plus tôt.

Ah bon ? Et c'est indiqué où ce délai ? Pas de réponse...

Je m'explique devant 3 juges. L'un d'eux m'explique que ce n'est pas parce qu'on va en manifestation qu'on doit commettre des infractions.

Etonnant ; on dirait qu'il m'a déjà jugé !.

J'apprends que le policier a porté plainte (Consigne du préfet ou désir d'arrondir des fin de mois...).

Mon avocat est présent et fait preuve d'une belle prestance, indiquant au passage que l'ONU avait rappelé à l'ordre la France concernant les violence policières.

Je ne dévie pas de mes déclarations et en profite pour rappeler que la violence de la police doit être proportionnée à la menace et évoque les personnes mutilées.

Ça ne plaît pas, évidemment.

Enfin, au vu du dossier -raturé et modifié concernant le nom du « baqueu » parti trop vite, et expurgé de la mention « avec arme par destination »- compte tenu du côté ridicule de l'accusation (pancarte en carton contre gilets pare-balles) je suis relaxé.

Outre le traumatisme subi je m'interroge sur les moyens déployés, tous ces policiers qui m'ont emmené, ramené, transporté sirènes hurlantes , toute cette paperasse, tout ce temps perdu : Pourquoi ?

J'ai la réponse. Elle est simple, récurrente :

Ça ne compte pas c'est de l'argent public.

Annexe :

Groupe Facebook sur les brutalités policières concernant les
Gilets Jaunes

<https://www.facebook.com/groups/1680408615392356/>

Gilets jaunes : "Lorsqu'on va le samedi dans des manifestations violentes on est complice du pire"

Emmanuel Macron

